

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
PARTIE 1	
LE CADRE GÉNÉRAL DES FINANCES PUBLIQUES	7
CHAPITRE 1	
LE CADRE EUROPÉEN DES FINANCES PUBLIQUES	9
Fiche 1. Un approfondissement du pacte de stabilité et de croissance de l'Union européenne	12
Fiche 2. Un nouveau pilotage des finances publiques en France depuis 2012	14
Fiche 3. Le Haut conseil des finances publiques, garant du respect de la trajectoire de redressement des comptes publics	16
Fiche 4. Un objectif d'équilibre des comptes publics face à des déficits pérennisés	18
Fiche 5. Une trajectoire soutenable des finances publiques ?	20
CHAPITRE 2	
LES PRINCIPES BUDGÉTAIRES ET COMPTABLES	23
Fiche 6. Le principe d'annualité, gage de périodicité des contrôles	26
Fiche 7. Le principe de spécialité, gage de bon usage des crédits	28
Fiche 8. Le principe d'universalité, gage d'exhaustivité des opérations	30
Fiche 9. Le principe d'unité, gage de lisibilité des comptes	32
Fiche 10. La sincérité, garant de l'application des autres principes	34
CHAPITRE 3	
LA SÉPARATION DE L'ORDONNATEUR ET DU COMPTABLE	37
Fiche 11. La responsabilité personnelle et pécuniaire, socle de l'exécution budgétaire	40
Fiche 12. Une coopération renforcée entre ordonnateur et comptable	42
Fiche 13. La DGFiP, acteur principal de l'exécution budgétaire	44
Fiche 14. La Cour de discipline budgétaire et financière, un périmètre trop réduit ?	46
Fiche 15. La gestion de fait, une menace peu employée ?	48

CHAPITRE 4	
LE SYSTÈME FISCAL	51
Fiche 16. L'égalité devant l'impôt, un idéal ?	54
Fiche 17. Les niches fiscales et sociales, une illustration de l'interventionnisme d'État	56
Fiche 18. Le contrôle fiscal, une nécessité pour garantir le civisme fiscal	58
Fiche 19. Le contentieux fiscal, une mission pour deux juridictions	60
Fiche 20. La lutte contre la fraude fiscale, une délicate coopération internationale	62
CHAPITRE 5	
LES PRINCIPAUX IMPÔTS NATIONAUX	65
Fiche 21. La fiscalité, un impact sur les comportements	68
Fiche 22. L'impôt sur le revenu, une recherche de simplification	70
Fiche 23. La TVA, un rendement élevé et un outil économique	72
Fiche 24. La fiscalité des entreprises, un enjeu de compétitivité et de complexité	74
Fiche 25. Les impôts sur le patrimoine, un symbole politique	76
CHAPITRE 6	
LES PRINCIPALES RESSOURCES LOCALES	79
Fiche 26. La révision des valeurs locatives des locaux professionnels, une recherche d'équité	82
Fiche 27. La révision des valeurs locatives des locaux d'habitation, une réforme attendue	84
Fiche 28. La fiscalité de la collecte et du traitement des déchets, un levier pour favoriser le recyclage	86
Fiche 29. Le FCTVA, un outil pour soutenir l'investissement	88
Fiche 30. La suppression de la TH, une amélioration du pouvoir d'achat	90
CHAPITRE 7	
LES RELATIONS FINANCIÈRES ENTRE L'ÉTAT ET LES COLLECTIVITÉS	93
Fiche 31. La maîtrise des transferts financiers de l'État	96
Fiche 32. L'émergence d'une nouvelle gouvernance des finances publiques locales	98
Fiche 33. Le renforcement de la péréquation	100
Fiche 34. La difficile réforme de la dotation globale de fonctionnement	102
Fiche 35. L'État, prescripteur de normes pour les collectivités	104

PARTIE 2	
L'ÉLABORATION ET L'EXÉCUTION DES BUDGETS	107
CHAPITRE 8	
L'ÉLABORATION DE LA LOI DE FINANCES	109
Fiche 36. Un budget élaboré dans une démarche pluriannuelle	112
Fiche 37. Un contenu encadré et enrichi par le législateur	114
Fiche 38. Un calendrier contraint pour approuver la loi de finances	116
Fiche 39. Une exclusivité des lois de finances garantie par le Conseil constitutionnel	118
Fiche 40. Un budget fondé sur la performance pour mieux objectiver les arbitrages	120
CHAPITRE 9	
L'EXÉCUTION DES LOIS DE FINANCES	123
Fiche 41. Une destination des crédits orientée vers six missions	126
Fiche 42. Une responsabilisation et une réorganisation des gestionnaires	128
Fiche 43. Des modifications de crédits plus transparentes	130
Fiche 44. Un pilotage des opérations de fin d'exercice amélioré	132
Fiche 45. Une recherche de performance dans l'utilisation des crédits	134
CHAPITRE 10	
L'ÉLABORATION D'UN BUDGET LOCAL	137
Fiche 46. Un budget réparti en section et voté en équilibre	142
Fiche 47. De l'arbitrage budgétaire à l'adoption du budget	144
Fiche 48. Un renforcement de la transparence financière	146
Fiche 49. Un rôle budgétaire des préfetures et des chambres régionales des comptes	148
Fiche 50. Des dépenses obligatoires et des dépenses interdites	150
CHAPITRE 11	
L'EXÉCUTION DES BUDGETS LOCAUX	153
Fiche 51. De la modification du budget à l'arrêt des comptes	156
Fiche 52. Un pilotage approfondi de l'exécution budgétaire	158
Fiche 53. Une gestion optimisée de la trésorerie	160
Fiche 54. Une stratégie financière précisée	162
Fiche 55. De l'ODEDEL aux contrats financiers	164
CHAPITRE 12	
L'ÉLABORATION DE LA LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE	167
Fiche 56. Un contenu plus précis de la loi de financement de la Sécurité sociale	170
Fiche 57. Un renforcement de l'information du Parlement	172

Fiche 58. Une élaboration et une approbation complexe de la loi de financement	174
Fiche 59. La maîtrise des dépenses par l'objectif national des dépenses d'assurance maladie	176
Fiche 60. Les ressources allouées à la Sécurité sociale	178
CHAPITRE 13	
LE BUDGET DE L'UNION EUROPÉENNE	181
Fiche 61. Une élaboration du budget fondée sur des compromis institutionnels	184
Fiche 62. Des ressources plafonnées et venant des États	186
Fiche 63. Des dépenses organisées par destination	188
Fiche 64. Une exécution des dépenses partagée avec les États	190
Fiche 65. Un contrôle interne et externe des finances européennes	192
PARTIE 3	
LES ENJEUX DES FINANCES PUBLIQUES	195
CHAPITRE 14	
LES FINANCES PUBLIQUES ET L'ÉCONOMIE	197
Fiche 66. La commande publique, pour obtenir l'offre la mieux-disante et relancer l'économie	200
Fiche 67. L'investissement public, pour développer le territoire et relancer l'économie	202
Fiche 68. Les subventions et les garanties d'emprunt, pour soutenir les opérateurs économiques	204
Fiche 69. Les entreprises publiques, pour contrôler certains secteurs d'activité	206
Fiche 70. Les contrats de partenariat, pour externaliser le financement, la construction et l'exploitation d'un équipement	208
CHAPITRE 15	
LA MAÎTRISE DES DÉPENSES ET L'OPTIMISATION DES RECETTES PUBLIQUES	211
Fiche 71. Vers une stratégie des achats publics	214
Fiche 72. Vers une valorisation du patrimoine public	216
Fiche 73. Vers une stabilisation des dépenses de personnel	218
Fiche 74. Vers une optimisation des recettes locales	220
Fiche 75. Vers une externalisation des missions économiques?	222
CHAPITRE 16	
LES RELATIONS FINANCIÈRES ENTRE LES COLLECTIVITÉS	225
Fiche 76. Des transferts entre collectivités et État évalués par la CCEC	228
Fiche 77. Des transferts entre collectivités évalués par la CLECT	230

Fiche 78. Des flux financiers nombreux au sein du bloc communal	232
Fiche 79. Des mutualisations et des nouveaux outils de coopération	234
Fiche 80. Des fusions imposées ou favorisées	236
CHAPITRE 17	
LE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	239
Fiche 81. Un financement de l'État assuré par l'agence France Trésor	242
Fiche 82. Une gestion active de la dette de l'État ?	244
Fiche 83. Des emprunts encadrés et diversifiés pour les collectivités	246
Fiche 84. Une extinction de la dette de la Sécurité sociale ?	248
Fiche 85. Les emprunts structurés, un risque maîtrisé ?	250
CHAPITRE 18	
LES NORMES COMPTABLES ET LA CERTIFICATION DES COMPTES	253
Fiche 86. Les comptabilités de l'État, un renforcement de la transparence	256
Fiche 87. La certification de la comptabilité générale de l'État	258
Fiche 88. La certification des comptes des régimes de la Sécurité sociale	260
Fiche 89. L'expérimentation de la certification des comptes des collectivités	262
Fiche 90. La dématérialisation de la comptabilité	264
CHAPITRE 19	
LE CONTRÔLE DES FINANCES PUBLIQUES	267
Fiche 91. Un renforcement du contrôle politique assuré par le Parlement	270
Fiche 92. Des missions de la Cour des comptes élargies	272
Fiche 93. Des missions nombreuses pour les chambres régionales et territoriales des comptes	274
Fiche 94. Du contrôle interne au développement du contrôle de gestion	276
Fiche 95. Un contrôle de la probité et des financements politiques	278
CHAPITRE 20	
LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA FRANCE DE 2018 À 2022	281
Fiche 96. Une amélioration durable de la situation financière des collectivités ?	284
Fiche 97. Un comblement du « trou de la Sécurité sociale » ?	286
Fiche 98. Un frein à la réduction du déficit de l'État ?	288
Fiche 99. Des engagements hors bilan de l'État mieux suivis ?	290
Fiche 100. Des opérateurs de l'État mieux encadrés ?	292
Lexique	295
Liste des abréviations	307
Liste des textes juridiques	309